

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 27 septembre 2025

**Nos réf. :** SAU/KP/MI n° 25 - 538

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PETITJEAN**

52 avenue du Maréchal Leclerc  
52-72  
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 septembre 2025 dans l'établissement PETITJEAN implanté 52 avenue du Maréchal Leclerc - 52-72 - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance pour des modifications d'aménagement des ateliers. Le document transmis ne comporte pas d'éléments techniques permettant de comprendre les enjeux des modifications et de s'assurer de la maîtrise des risques du site. La visite d'inspection avait pour objectif de comprendre l'importance des modifications.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETITJEAN
- 52 avenue du Maréchal Leclerc - 52-72 - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PETITJEAN est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parking (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Porter-à-connaissance	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Bacs de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Fluides mécaniques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant n'apporte aucun élément technique démontrant la prise en compte des risques, des nuisances ou des dangers vis-à-vis de l'environnement et des populations. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une machine avait été retirée et que sa fosse avait été comblée. Or, les dernières études de dangers du site précisent que les fosses machines participent à la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est en cours de signature, notamment concernant les problématiques liées à l'incendie et à la gestion de crise. Le porter-à-connaissance transmis ne comporte aucun élément permettant de répondre à ces non-conformités existantes. De plus, aucun document n'a été transmis pour démontrer que l'étude de dangers en vigueur demeure valable.

Lors de la visite, deux écarts supplémentaires concernant les produits chimiques ont également été relevés : un stockage dans une rétention ne respectant pas les règles élémentaires de stockage, ainsi que deux constats de fuites d'huiles mal gérées malgré l'existence d'une procédure interne.

Au regard des antécédents du site et de l'absence d'informations techniques relatives à la maîtrise des risques, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, d'une part, de fournir les documents adéquats sous un délai d'un mois, afin de régulariser les modifications des installations en cours et, d'autre part, de respecter les prescriptions relatives aux règles de stockage sur rétention et à la gestion des déversements accidentels.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Porter-à-connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023 , article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter-à-connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.  III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 : 1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas : a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ; 2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° : a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ; b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

## Constats :

L'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant la modification de ses ateliers. Le document transmis ne comporte ni informations détaillées, ni justification relative à la maîtrise des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article **L. 181-3 du code de l'environnement**. L'inspection des installations classées a donc procédé à une visite afin de comprendre les modifications prévues.

Lors de cette visite, il a été constaté que les aménagements étaient déjà engagés : deux machines avaient été retirées du bâtiment PTC et deux autres devaient être déplacées. La maintenance a par ailleurs déjà été transférée dans le bâtiment « École de Soudure ».

À la lecture du porter à connaissance, il apparaît que les modifications ont été analysées sous un angle essentiellement organisationnel et économique, mais sans prise en compte des impacts et dangers liés à l'exploitation d'un site Seveso situé en zone urbaine.

L'exploitant décrit sa modification comme suit :

*« Mettre en œuvre un programme de modernisation industrielle structuré autour de trois projets :*

- Transfert partiel de l'unité PTC vers le bâtiment GMS, intégrant les opérations de finition et d'accessoires ;*
- Transfert du service Maintenance vers le bâtiment « École de Soudure » ;*
- Transfert du magasin d'accessoires vers l'« École de Soudure ». »*

Ces modifications sont justifiées par l'exploitant au motif qu'elles permettraient une réorganisation industrielle, une optimisation des flux et une réduction des consommations énergétiques. Toutefois, la description des projets reste insuffisante : seuls les objectifs industriels et économiques sont présentés, sans éléments relatifs à la maîtrise des risques.

L'exploitant précise dans un paragraphe le caractère des modifications comme suit :

*« Nous précisons que ce projet :*

- Ne prévoit aucune modification de la taille ou de la nature des installations existantes;*
- N'implique pas l'installation ni le déplacement de sources fixes;*
- N'entraîne pas de changement dans la circulation interne ni dans le système de contrôle d'accès;*
- N'aura aucun impact sur la production de déchets ou le stockage de produits chimiques;*
- D'après l'évaluation des risques réalisée avant la mise en œuvre du projet, aucun aggravement des impacts environnementaux de l'activité sur le voisinage n'est prévu, et aucun risque supplémentaire significatif en matière de santé et sécurité au travail n'a été identifié.*
- Les installations exerçant l'activité de galvanisation et de peinture ne sont pas concernées par cette réorganisation interne, qui s'applique uniquement aux activités de fabrication des structures et de maintenance.*
- N'implique pas de réduction du nombre de travailleurs. »*

Or :

- Le site est déjà mis en demeure pour des problématiques de rétention des eaux incendies et pour d'autres problématiques liées à sa gestion des risques. Pour autant, aucun élément dans ce document ne permet de constater la prise en compte de l'exploitant des différentes problématiques. Comme précisé sur le constat suivant, l'absence de réflexion sur cette problématique engendre le rebouchage d'une fosse étant, selon les études de dangers données de l'étude de dangers, des solutions de rétention ;

- le local RX ne figure pas dans l'étude de dangers actuelle (demande de compléments en cours), ce bâtiment accueillera l'activité aluminium ;
- l'école de soudure dans l'étude de dangers ne concerne que quelques postes de soudure et ne dispose pas de protection incendie. Dans ce porter-à-connaissance, l'exploitant indique que ce bâtiment va accueillir la maintenance et servir de stockage pour divers matériels en qualité et en quantité non détaillé. Lors de la visite, il a été constaté que la maintenance est déjà en place le bâtiment. Ce bâtiment est situé en limite de propriété donnant sur le chemin public du Bert.
- L'étude de dangers n'intègre pas ces deux bâtiments d'un point de vue ICPE. De plus, le porter-à-connaissance actuel n'apporte aucune justification, information ou compatibilité des activités envisagées au regard de leur environnement.

Par ailleurs, le porter-à-connaissance inclut le document unique d'évaluation des risques professionnels, lequel ne traite que de risques pour lesquels l'inspection des installations classées n'est pas compétente. Pour rappel, ce sont les risques liés aux impacts (pollution de l'eau, de l'air, des sols, etc.) et aux dangers (incendie, explosion, etc.) pour l'environnement, la santé et la sécurité publique qu'il est nécessaire de justifier dans ce document.

Enfin, l'annexe I du porter-à-connaissance présente des plans sans dénomination des locaux. Si la visite a permis d'identifier les bâtiments concernés, la compréhension des déplacements de machines reste floue : les deux couleurs utilisées sur le plan portent uniquement la mention « déménagement PTC ».

Au vu de ces éléments, le porter à connaissance transmis par l'exploitant ne peut être considéré comme conforme. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de fournir un porter à connaissance complet et conforme aux exigences réglementaires, afin de régulariser les modifications en cours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Etude de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

**Prescription contrôlée :**

Etude de dangers.

Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.

La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.

**Constats :**

L'exploitant a fourni un porter-à-connaissance pour la modification de l'aménagement des équipements sur le site. La modification engendrée par le projet implique le changement de destination de certains bâtiments (école de soudure et local RX) qui n'étaient pas pris en compte dans l'étude de dangers, mais également la modification des capacités de rétention des bâtiments pour lesquels l'exploitant est déjà mis en demeure de respecter la prescription de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'accessibilité de ces bâtiments pour les engins de secours n'est pas prouvée et l'absence d'effets thermiques sortants sur le chemin public du Bert n'est pas démontrée.

De plus, le porter-à-connaissance n'apporte aucun élément de maîtrise des risques, notamment au regard de:

- la surveillance afférente
- leur capacité de rétention, notamment pour les eaux incendie. Au vu de la configuration du site et des bâtiments, ces eaux ruisselleraient directement vers les jardins voisins et vers le cours d'eau des Roises ;
- la suffisance de leur ressource en eau disponible (local RX à plus de 100 m d'un point d'eau incendie)
- la maîtrise des risques liés à la cuve d'argon de 7 800 L dans le local RX (explosion notamment)
- la prise en compte des risques afférents aux cuves de 15 000 L de gasoil non routier, situées à proximité de l'école de soudure :

De plus, l'étude de dangers de 2024 n'intègre pas le local RX, et l'école de soudure est réduite à une activité de soudure ponctuelle. Or, les modifications constatées/présentées engendrent un stockage de matériels (EPI, consommables machines) sans dimensionnement, ainsi qu'une activité de maintenance avec un stockage associé. Lors de la visite, le local RX était utilisé pour le stockage de bobines de fil et le projet implique d'y intégrer une activité de soudure de l'aluminium à la place.

La visite de décembre 2024 avait mis en exergue des non-conformités au regard de la sûreté du



site et des rejets de poussières de l'émériseuse dans l'environnement, pour lesquelles une action corrective était attendue dans un délai court. Lors de la visite de septembre 2025, aucun avancement n'a été constaté sur ces deux points.

Enfin, l'exploitant présente déjà plusieurs non-conformités dont le retour est encadré par une mise en demeure en cours de signature, notamment sur sa gestion de crise et sa gestion du risque incendie.

En l'absence de notice et d'éléments justifiant la gestion des risques dans son porter-à-connaissance, il n'est pas démontré que les enjeux du site sont identifiés et maîtrisés par l'exploitant. Il convient par conséquent d'arrêter toute modification en cours tant que ces éléments n'ont pas été apportés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Bacs de rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.5.2

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres au minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

Lors de la visite du local de maintenance des chariots, il a été constaté la présence d'un bac de rétention dans lequel étaient stockés quatre fûts métalliques. Or, ce type de bac doit normalement être surmonté d'une grille métallique afin de garantir le maintien de sa capacité de rétention. La présence directe des fûts à l'intérieur du bac réduit son efficacité et rend le volume de rétention insuffisant par rapport au volume total des produits stockés.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription applicable.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Fluides mécaniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déversement accidentel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté, dans le local de réparation des engins de manutention, une fuite d'huile mécanique au sol, provenant de la maintenance d'un engin. De plus, l'état d'une des fosses de visite laisse supposer la présence de plusieurs fuites non gérées.  Dans le porter-à-connaissance, l'exploitant a transmis en annexe une procédure de gestion des déversements accidentels. Toutefois, au regard des constats effectués, cette procédure ne semble pas être correctement appliquée.  En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• procéder au nettoyage et au traitement des déchets engendrés ;</li><li>• former le personnel concerné par ce type de situation</li><li>• et tenir à disposition de l'inspection les justificatifs de formation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois